



# Et le pire attendu, arriva...

Hier Lundi 2 mai 2011, une collègue surveillante de l'EPM de Marseille, a été prise en otage et agressée physiquement avec une rare violence et ce par plusieurs détenus d'une unité ayant déjà prémédité une évasion samedi soir durant le temps collectif, un drap tressé de 35 mètres a été retiré.

En effet samedi 30 avril 2011 un collègue, a remarqué en cour de promenade lors du temps collectif un détenu déjà signalé par des écrits, qui attachait un grappin confectionné avec des draps à la table de ping-pong.

Alertée la direction s'est déplacée et a pu se rendre compte de l'ampleur de la situation, le parquet averti n'a pas souhaité dépêché les moyens de police nécessaires quant à l'audition et au placement en garde à vue des mis en cause.

Et finalement ce qui était tant redouté arriva...

Que dire de plus que nous alertons les politiques depuis des mois, que de nombreux écrits professionnels ont été rédigés, que de nombreuses agressions ont été constatées, nous avons explosé le quota d'agressions au niveau de la direction interrégionale.

Nous relevons une situation explosive avec des profils de détenus inadaptés au projet EPM initial, nous sommes solidaires des éducateurs, des surveillants de l'EPM.

Nous demandons sans attendre des moyens de renfort supplémentaires en terme de personnel de surveillance avec une ouverture et une gestion de l'unité de vie à deux agents, la suppression des temps collectifs, la limitation d'activités programmées au bénéfice de détenus préalablement observés avec un comportement et une personnalité compatibles, tant que l'effectif de 54 détenus ne sera pas atteint.

L'enregistrement permanent de vidéo surveillance, l'amélioration des moyens de vidéo surveillance dans les coursives des unités de vie ainsi que dans les cours de promenade reliée au PCI et la PEP.

La présence de deux agents au PCI, un agent pour la distribution des clés, de la prise en charge des appels, un agent dédié à la surveillance des unités de vie et à

la régulation des mouvements vers les différents pôles (scolaire, ucsa, parloir, sport).

D'ores et déjà l'accent doit être mis sur la sécurité des personnes et des biens, le dernier mot doit revenir à la force de l'état, de détenir des personnes placées sous main de justice et ce dans le plus strict respect des lois.

Nous dénonçons depuis quelques temps une politique sociale interne en faveur de certains détenus et qui dessert la crédibilité de l'autorité de la force publique. Cela n'enlève en rien le côté du traitement humain et du respect des personnes détenues dans le cadre de leur réinsertion.

Nous avons demandé dans les précédents tracts une audience publique avec les magistrats du parquet et du siège afin de pouvoir évaluer la régulation de notre mouvement.

A ce jour nous n'avons eu aucun retour des magistrats !!!

Nous ne cedereons à aucune pression de la hiérarchie ni des pouvoirs publics, nous n'attendrons pas une réponse de la direction de l'administration pénitentiaire ou du Garde des Sceaux pour agir.

Ceci est la conséquence d'une surpopulation carcérale, à la politique du chiffre menée par le gouvernement, à l'absence de structures éducatives palliant à l'incarcération d'office.

Hier la prise d'otage d'une collègue éducatrice à l'EPM de Meyzieu dans le Rhône (69), aujourd'hui une prise d'otages et la séquestration d'une camarade surveillante à l'EPM de Marseille.

Nous n'attendrons pas demain qu'un drame arrive...

Le gouvernement actuel ne se donne pas les moyens de sa politique, nous mets en danger, n'assure pas notre sécurité, n'est pas solidaire de notre métier.

N'oubliez pas que les hommes et les femmes qui travaillent à l'EPM de Marseille ont fait le choix de travailler avec un public de mineurs.

Sachez-le la CGT PENITENTIAIRE soutiendra ses personnels et travaillera en faveur du bon sens!!!

Le bureau local CGT

